



Attention aux miroirs aux alouettes !...

Le 11 janvier au soir, la Pénitencière s'est levée d'un seul Homme pour se mobiliser afin d'exiger un virage sécuritaire et les moyens nécessaires pour exercer les missions dans des conditions optimales de sécurité.

C'était sans compter sur certains spécialistes de la récupération qui nourrissent leur folie des grandeurs, avec les tentatives d'assassinat de nos collègues à Vendin, à Mont de Marsan, à Tarascon et à Borgo !...

Honte à eux et à leur centrale syndicale (FO) !... Et que dire de ceux (CGT) qui ont fait du zigzag, allant tantôt dans un sens, tantôt dans l'autre !...

L'UFAP UNSa Justice s'assume et reste fidèle à ses valeurs !...

Depuis le début de ce conflit, attaquer la 1^{ère} Organisation Syndicale, est la principale revendication du syndicat patronal.

Leur seule priorité étant d'essayer de nous mettre à terre !... L'obsession du « *leader ship syndical* » en vue des élections à venir, prenant médiocrement le dessus sur l'essentiel :

LA SÉCURITÉ DES PERSONNELS !...

Tout est bon pour mentir, salir, cracher, insulter, menacer.... Un déferlement de haine ahurissant !... Bref, des comportements malheureusement dignes de ceux dont nous avons la garde.

Tout cela, alors même que dès les premiers jours de la mobilisation nous avons gagné l'adhésion de l'opinion publique concernant la dangerosité de nos conditions de travail...

Une reconnaissance et un soutien populaire qui depuis quelques jours prennent du plomb dans l'aile. En effet, des journalistes d'investigation mettent à mal la manipulation des chiffres, des faits et la surenchère des revendications de certains, renvoyant au grand jour, une « *guerre syndicale* » sur fond d'élections professionnelles à venir ; à des années lumières de l'objectif initial de ce conflit !

Alors qui s'est réellement trompé ?!... Les personnels qui nous ont demandé la signature de ce relevé de conclusion et **l'UFAP UNSa Justice** qui a respecté le choix de ses mandants au détriment de la stratégie électorale et populiste ; ou bien, ceux qui ont actionnés ce tourbillon de promesses en tout genre, qui n'engagent au final que ceux qui les croient !... Pour trouver la réponse, cherchez à qui profite le crime !...

Sincèrement, qui ment à qui ?!... Ils réinventent l'histoire pénitentiaire et notamment le conflit social de 1992. Un mouvement qu'ils n'ont jamais connu pour beaucoup.

Ne salissons pas l'histoire et l'hommage que l'on doit rendre à nos deux collègues Francis Caron et Marc Dormont, morts en service.

Comment osez dire que sur leur dépouille, les personnels de surveillance de l'époque ont obtenu ceci ou cela et notamment une grande réforme statutaire, tel qu'a pu le clamer le secrétaire général de Force Ouvrière.

La colère était à la hauteur des deux drames survenus et les personnels très fortement mobilisés. Les Organisations Syndicales revendiquaient principalement des moyens, de l'autorité et surtout de la sécurité !...

La réforme statutaire des années 90 n'a rien à voir avec ce triste été de 1992. C'est la mise en œuvre des accords dit « Durafour » signés le 9 février 1990. Idem pour le 1/5^{ème}, cette reconnaissance importante pour les personnels a été obtenue à l'automne 1995.

Bref, cela pour remettre l'histoire et la vérité à la place légitime qui est la leur !...

Nous invitons l'ensemble des personnels à consulter sur internet les différentes avancées pénitentiaires et/ou, à prendre contact avec celles et ceux qui ont connus les différents conflits durant ces 30 dernières années et les avancées obtenues à l'issue.

Pour en revenir au relevé de conclusions, jamais un accord n'a engagé autant de moyen budgétaire y compris sur l'aspect indemnitaire !... Jamais un accord ne nous a permis de recentrer la sécurité, de prendre un virage sécuritaire indispensable, tant sur le plan règlementaire que sur celui des moyens !... Quant aux emplois obtenus, cela va permettre le recrutement total de plus de 8 000 surveillants entre aujourd'hui et 2021 (sans prendre en compte le remplacement des départs à la retraite qui ne sont pas encore engagés) !... Et sur le plan indemnitaire, une enveloppe budgétaire de 34.8M€ (soit une fois et demie du montant de l'enveloppe de la réforme statutaire et indemnitaire de 2005, signée par l'UFAP UNSa et Force Ouvrière).

Visiblement, l'argent n'a pas la même valeur quand on ne signe pas !...

Si nous n'avons jamais crié victoire, nous assumons pleinement notre signature en exigeant maintenant une mise en œuvre scrupuleuse.

Surtout ne gâchons pas l'opportunité de prendre ce virage sécuritaire, indispensable au retour de l'ordre et de l'autorité dans les détentions.

Certains comme l'OIP, le CGLPL et consorts l'ont déjà bien compris, puisqu'ils montent en fronde contre ce relevé de conclusion signé et son virage sécuritaire.

En attendant où sont les propositions concrètes de nos pourfendeurs pour moderniser notre administration ?!... Où sont leurs propositions pour vous assurer une sécurité optimale ?!...

Nous savons tous que le risque zéro n'existe pas, mais de là à proposer à la ministre de recruter en priorité des chiens, car un seul animal équivaut à 4 ou 5 surveillants, ou de dire encore à celle-ci en pleine réunion de négociations, qu'il faut la catégorie « B » pour ne plus recruter de surveillants à 4 sur 20, qui ne savent ni lire ni écrire Quelle honte !... Chacun appréciera par qui et comment il est représenté !

Et que dire du récent mariage de la carpe et du lapin (FO/CGT), dont les revendications en matière de sécurité sont diamétralement opposées, tout comme sur le statut spécial qui est certes contraignant mais qui permet de prétendre à différentes dispositions statutaires telle que le classement hors catégorie indiciaire (*portant la grille indiciaire du svt à 4 petits points d'écart de celle d'un gardien de la paix en 2020*), le complément de soin, etc...

Nous verrons bien dans quelques semaines comment cette idylle va évoluer quand il sera question de mettre en œuvre les moyens de coercition nécessaires pour la prise en charge des détenus radicalisés et violents.

Qu'ils continuent à vendre du rêve en vous promettant de faire plier le gouvernement en 48H... 5 jours se sont déjà écoulés depuis cette annonce fracassante !... Et la suite ?...

Plus que jamais, **l'UFAP UNSa Justice** est engagée sur cette voie du changement profond de la gestion des détentions, de la prise en charge avec les moyens adaptés et sécuritaires des détenus radicalisés et violents, sans oublier tous les autres volets de ce relevé de conclusion qui n'est pas une fin, mais le départ d'une nouvelle ère...

Paris, le 1 février 2018
Pour l'**UFAP UNSa Justice**,
Les Secrétaires Généraux.